ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET SOCIAUX AUTOUR D'UN PAYSAGE RURAL : LE DÉVELOPPEMENT DE LA POPULICULTURE DANS LES "BASSES VALLÉES" ANGEVINES

SOPHIE LE FLOCH ET DANIEL TERRASSON

L'analyse d'un conflit local permet de découvrir, à travers la diversité des acteurs impliqués et des points de vue qu'ils défendent, ce que signifie la référence au paysage. Partant de là, un certain nombre de questions générales peuvent être posées concernant tant les acteurs eux-mêmes que les fondements – et en particulier les fondements scientifiques – de leurs argumentations respectives.

Résumé en anglais p. 143

Jusqu'à ces dernières années, l'activité des forestiers comme la recherche forestière visaient avant tout à produire plus, que ce soit en quantité ou en qualité. Pour cela, il a fallu faire appel à des essences productives, parfois exotiques comme le Douglas vert, à des techniques sylvicoles plus intensives et, plus récemment, à des variétés améliorées. Une des innovations les plus signi-

ficatives de ce siècle en foresterie concerne notamment la populiculture, qui fait l'objet de programmes spécifiques de la part des principaux organismes de recherche appliquée : INRA, CEMAGREF, AFOCEL... Son développement est certes limité du fait des exigences édaphiques de l'espèce, mais sa productivité est inégalée en Europe. Avec moins de 2 % de la surface forestière nationale, le peuplier produit plus de 10 % de la récolte annuelle de bois d'œuvre et est devenu depuis quatre ans la première essence feuillue devant le chêne et le hêtre (Terrasson, 1992).

Les surfaces cultivées continuent d'augmenter ces dernières années, dans une proportion de 6 % entre 1982 et 1989 (Terrasson, 1992) ; parallèlement, il apparaît dans certaines régions des mouvements d'hostilité à l'égard de cette production, qui se traduisent parfois par des décisions administratives tendant à interdire les plantations. La recherche en populiculture ne peut rester indifférente à cette nouvelle tendance de la demande sociale. Les informations recueillies par le CEMAGREF auprès des services régionaux de l'agriculture semblent indiquer que les principales critiques à l'égard du peuplier portent sur la fermeture et la banalisation des paysages du fait de l'extension des plantations.

Ainsi qu'il ressort du colloque "La forêt, les savoirs et le citoyen" (Le Creusot, novembre 1993), force est de constater que les comportements et les représentations

sociales vis-à-vis de la forêt ont été peu explorés (Le Floch et Terrasson, 1994). Certes, le sens commun reconnaît que, dans le regard de notre société, la forêt est la "nature" par excellence, et des travaux ont été réalisés sur les rapports à des "forêts-types", telle que Fontainebleau ou d'autres massifs publics péri-urbains (Kalaora, 1993), ou encore à celles de montagne (Fischesser, Lambert et Mounier, 1977). En revanche, peu d'études concernent la demande sociale par rapport à la forêt en général, et, en particulier, très peu abordent les regards qui sont portés sur ces petits boisements disséminés dans l'espace rural, et dont certains, relativement nouveaux, ne sont manifestement pas encore vraiment "reconnus" par la société : pessières en timbres-poste ou peupleraies...

Nous avons donc décidé d'étudier un conflit dans un espace récemment et fortement modifié par l'introduction de la populiculture : les Basses Vallées Angevines (Le Floch, 1993). L'objectif est de comprendre la signification d'un conflit et de dégager les principales questions que soulève une telle problématique à l'égard des programmes de recherche.

La démarche retenue est constituée de deux volets : d'une part une observation des paysages¹, d'autre part des enquêtes réalisées auprès des divers acteurs. Les méthodes et résultats de chacun des volets sont présentés dans les deux premières parties. Les conclusions et les questions posées à la recherche sont abordées dans la troisième partie.

RÉSUMÉ : Enjeux écologiques et sociaux autour d'un paysage rural : le développement de la populiculture dans les "Basses Vallées Angevines"

Parallèlement à l'augmentation de ses surfaces, la populiculture génère actuellement en France nombre de critiques tant écologiques que paysagères. Le présent texte s'inspire d'une étude réalisée dans les Basses Vallées Angevines (Maine-et-Loire), où s'est développé un véritable conflit. Une double approche a été retenue, les méthodes et résultats de chacune étant présentés dans les deux premières parties : d'une part, la description paysagère met en évidence les bouleversements récents du paysage suite à l'introduction du peuplier et les conséquences en termes de lecture visuelle ; d'autre part, l'enquête auprès des acteurs recense les différents arguments autour de la question du peuplier, dans leur nature et leur contenu, et montre les intérêts en jeu. La troisième partie propose l'élargissement de la réflexion sur le thème de la gestion d'un territoire donné et sur la place que l'analyse paysagère peut y tenir.

Figure 1 : Les Basses Vallées Angevines : 6 000 hectares de vallées inondables à la confluence de la Mayenne, de la Sarthe et du Loir (49).

LE PEUPLIER À L'ORIGINE DE BOULEVERSEMENTS PAYSAGERS

Le terme de "Basses Vallées Angevines" désigne une plaine inondable d'environ 6 000 hectares qui recoupe une dizaine de communes, à la confluence de la Mayenne, de la Sarthe et du Loir, au nord-est d'Angers (Maine-et-Loire) (figure 1). Pour notre étude, nous avons gardé cette définition, inspirée des contraintes physiques telles que le relief et l'influence des inondations et utilisée par tous ceux qui ont décrit précédemment ce territoire.

La description paysagère

Nous avons abordé la description de la zone par le biais des méthodes classiquement employées par les paysagistes d'aménagement (Bremen, 1981 ; Fischesser, 1985 ; Lucas, 1991) ; nous nous sommes également inspirés de la démarche d'identification paysagère définie par Bontron, Luginbühl et Cros (1991) dans le cadre de leur proposition de méthodologie d'inventaire des paysages.

Un premier aspect de la démarche consiste en une reconnaissance de terrain. Des parcours sont choisis de manière à repérer les visions de la zone à partir des routes qui l'approchent de l'extérieur, mais aussi de façon à voir l'ensemble de l'espace étudié. Les voies de circulation les plus proches du périmètre étudié ainsi que tous les chemins internes sont donc parcourus dans les différents sens.

La description s'effectue alors grâce à des critères basés sur les aspects plastiques (formes et couleurs) des composantes spatiales et leur impact visuel : volumes, lignes de force, perspectives, points de repère...

Il faut remarquer que la lecture ainsi pratiquée correspond à celle que pourraient faire la majorité des individus de notre culture et de notre époque et qui n'ont pas de relations privilégiées avec la zone considérée : ils n'y sont pas nés, n'y résident pas, n'y passent pas leurs loisirs... Elle est donc caractérisée par une certaine distanciation du regard.

Un deuxième aspect de la description paysagère porte sur l'analyse de documents cartographiques topographiques ou thématiques. Des cartes d'occupation du sol sont consultées, ainsi que des séries de photographies aériennes échelonnées dans le temps (sept séries, depuis 1949).

Ces deux premiers aspects se réalisent simultanément, par un va-et-vient constant de l'un à l'autre, et aboutissent à deux résultats. D'une part, une carte des unités paysagères est établie, les unités se définissant par des mêmes caractéristiques de relief, d'occupation du sol, etc. (Bontron, Luginbühl et Cros, 1991). D'autre part est reconstituée la dynamique du paysage.

Une troisième phase est une analyse bibliographique des descriptions pré-existantes de la zone. Elle permet d'expliquer en partie le fonctionnement du paysage tel que décrit antérieurement, sous l'angle des facteurs physiques comme sous celui des activités humaines et de leurs évolutions (par exemple : Anonyme, 1992 ; Violier, 1992).

Le paysage traditionnel

Depuis des décennies, la prairie est l'élément essentiel du territoire des Basses Vallées Angevines. Non seulement elle a une importance physique réelle, mais elle témoigne aussi des rapports traditionnels que l'homme entretient avec un milieu soumis à de fortes contraintes physiques. En effet, dans ce site que l'eau peut recouvrir de cinquante à deux cents jours par an, l'homme a su tirer parti des riches sols alluviaux par l'élevage bovin, selon un système de pâturage-fauchage des prairies.

Le cœur de la zone, là où les inondations se font le plus sentir, est caractérisé par de vastes étendues ouvertes. Pas un bosquet, surtout pas la moindre construction : aucun élément sur lequel l'œil puisse s'appuyer pour évaluer la profondeur du paysage. Même le réseau hydraulique n'offre aucun repère ni aucun élément structurant (photo 1). Du fait de la platitude du relief, les cours d'eau ne sont visibles qu'à leur proxi-

1. Le terme de "paysage" est utilisé par beaucoup de disciplines, que ce soit la géomorphologie, l'écologie, etc. ; il est ici employé dans un sens qui a inspiré l'enseignement de l'École nationale supérieure du Paysage de Versailles notamment (outre Bontron, Luginbühl et Cros, 1991, voir à ce sujet Rougerie G., Beroutchachvili N. (1991). *Géosystèmes et paysages. Bilan et méthodes*, Paris, Armand Colin, 302 p.).

Photo 1 : Les Basses Vallées Angevines, un paysage traditionnel de prairies ouvertes pâturées et fauchées (S. Le Floch).

132

mité immédiate ; par ailleurs, aucune ripisylve ne marque leur passage. Parfois cependant, un arbre isolé ou un fragment d'alignement ponctue l'espace, offre un repère qui accentue encore l'immensité horizontale des prairies.

Au pied des coteaux, la zone plate du fond des vallées est moins sensible à l'impact des inondations et un maillage bocager discontinu s'observe alors. Il individualise les prairies en inscrivant leur parcellaire dans la troisième dimension. Des enfilades de "pièces cloisonnées" sont ainsi distribuées de part et d'autre de chemins et contrastent avec l'immensité des prairies ouvertes.

L'importance paysagère du bocage est aussi liée à sa composition même. Le frêne "têtard", association traditionnelle avec les pratiques agro-pastorales de vallées, en constitue l'essentiel¹. D'autres essences, menées en têtards ou sous forme libre, sont également présentes : saule, chêne, peuplier (photo 2). L'ancienneté du peuplier dans le bocage est attestée non seulement par sa présence dans les haies – en vallée du Loir surtout –, mais encore par le recueil des "Usages locaux de l'arrondisse-

ment d'Angers" où sa conduite en têtard est mentionnée. Il est présent également dans la toponymie, sous le terme de "Léard". Il se rencontre en alignements le long des chemins dans les parties bocagères de la vallée du Loir, parfois sous la forme caractéristique du peuplier d'Italie.

L'introduction et la multiplication des peupleraies

Jusqu'aux années soixante, aucune peupleraie n'entre dans la composition du paysage. À la fin des années soixante, le Conseil Général subventionne une première plantation qui est installée sur un terrain communal en vallée du Loir. La volonté politique est alors de contribuer à approvisionner la manufacture d'allumettes de Trélazé. D'autres peupleraies sont installées par la suite. L'extension se réalise à partir de l'unité pionnière précédente, vers l'amont et l'aval de la vallée du Loir, puis gagne la vallée de la Sarthe. Si la manufacture a fermé ses portes en 1981, la multiplication des peupleraies ne s'est jamais arrêtée et se poursuit encore à l'heure actuelle, le rythme le plus fort ayant été observé dans les années quatre-vingt.

Sept cents hectares de peupleraies occupent aujourd'hui 12 % de la zone.

Certes, les progrès techniques récents ont contribué à l'augmentation du rythme des plantations³ ; mais cela ne suffit pas à expliquer le fort succès actuel du peuplier dans les Basses Vallées Angevines. Il faut lire dans ce phénomène la manifestation de causes profondes qui sont les difficultés du monde agricole, particulièrement sensibles sur le territoire étudié (sources : Chambre d'Agriculture et DDAF de Maine-et-Loire) : baisse de la population agricole, et surtout baisse de rentabilité de l'activité d'élevage, autrefois seule à occuper l'espace des vallées inondables. Les prairies perdent peu à peu leur justification économique et les cours du foncier baissent. Très peu de ces terres sont mises en culture du fait des contraintes physiques : reste la possibilité de planter du peuplier.

En s'inspirant du travail de Violier (1992), il est possible de retracer les évolutions foncières. Plusieurs plantations sont le fait d'agriculteurs locaux, pour l'essentiel dans la portion de la zone étudiée située en

Photo 2 : Alignement de peupliers taillés en "têtards" (S. Le Floch).

Photo 3 : "Mitage" du paysage de prairies ouvertes par une peupleraie ; fermeture d'angles de vues sur le coteau (S. Le Floch).

vallée du Loir, où le mode de faire-valoir direct est important. Un autre type de "planteurs", plus abondant, est représenté par des propriétaires ne trouvant plus de bailleurs pour leurs terres de vallées : ce sont des communes, ou bien des propriétaires dont l'activité n'a rien d'agricole et dont le lieu de résidence est parfois fort éloigné des Basses Vallées Angevines. Enfin, une part importante de la populiculture est le fait d'acteurs nouveaux, dont l'arrivée sur le territoire est strictement liée à la possibilité de pratiquer la populiculture. Ces investisseurs externes, attirés par la baisse du prix du foncier et la montée des cours du bois de peuplier, constituent le véritable moteur du phénomène. Ils bénéficient en outre d'un encadrement technique de la part de structures de conseil, et notamment du Centre Régional de la Propriété Forestière. L'observation de la façon dont s'étendent les peupleraies révèle une certaine volonté de leur part de "rationaliser" la production : les acquisitions foncières successives sont telles qu'elles permettent la formation de boisements groupés en massifs plutôt qu'éclatés (véritable stratégie d'appropriation).

Les conséquences paysagères

Les bouleversements paysagers qui s'ensuivent sont dus tout d'abord aux caractéristiques intrinsèques de la peupleraie. La formation végétale contraste en effet fortement avec l'occupation du sol traditionnelle. Elle est un volume plein, de surface au sol modeste mais de grande hauteur. Elle constitue un obstacle visuel massif qui se place en opposition par rapport aux immenses prairies ouvertes ou bien aux "volumes évidés" des prairies bocagères. Le terme de mitage, au-delà de sa connotation négative, est souvent utilisé pour désigner le morcellement d'un espace dont l'organisation est à l'origine homogène par suite de l'introduction et de la répétition d'un élément "étranger", avec rupture d'échelle (photo 3). Par ailleurs, la croissance rapide du peuplier entraîne le passage d'un espace ouvert à une grande masse végétale dans un intervalle de temps très court, de l'ordre d'une dizaine d'années. La peupleraie introduit donc une échelle de temps qui est en rupture totale avec la pérennité de la prairie des Basses Vallées Angevines.

Les bouleversements induits par la multiplication des peupleraies sont d'import-

2. L'arbre têtard est une forme d'association traditionnelle avec les pratiques agro-pastorales. Il se reconnaît à son port bien caractéristique : un tronc relativement court porte des branches toutes insérées au même niveau. La taille en têtard résulte d'usages locaux particuliers aux territoires où s'exerçaient le fermage ainsi que des pénuries de bois de chauffage. L'arbre appartient au propriétaire du foncier, et le fermier dispose de l' "émondé" (bois de taille). La taille a lieu tous les cinq ans ou plus et fournit, outre du bois de chauffage, de la litière ou des compléments de fourrage pour les animaux.

3. En règle générale, la plantation de peuplier doit nécessairement intervenir avant le débourrement végétatif, vers la fin de l'hiver. La conservation des plants en entrepôt frigorifique permet de retarder le phénomène, et donc de réaliser la plantation en début d'été, soit après les principales périodes d'inondation dans des zones comme les Basses Vallées Angevines.

Photo 4 : Participation des peupleraies à la diversité du paysage : alternances de prairies, plantations et arbres isolés (S. Le Floch).

tance variable selon la partie des Basses Vallées Angevines dans laquelle se fait l'observation. Ils dépendent d'une part de la quantité de plantations – ou plus exactement de leur densité spatiale – d'autre part des relations entre la plantation et les autres éléments : espace agricole, eau... Ainsi, l'introduction d'une peupleraie dans les prairies ouvertes change radicalement le mécanisme de lecture du paysage : l'œil est attiré par le volume, revient constamment à lui et s'y appuie pour évaluer l'échelle du paysage (photo 3). Lorsque d'autres plantations sont ajoutées ici ou là, la lecture se fait de manière comparable : c'est essentiellement le degré de variété qui est affecté, d'abord dans le sens d'une augmentation (photos 4 et 5). Mais il est un seuil au-delà duquel les bouleversements sont à nouveau radicaux. À partir d'une certaine densité de peupleraies, les angles de vue sur d'autres composantes du paysage tendent à se fermer de telle manière que l'observateur se sent comme enfermé dans un massif. Certaines portions de la Vallée du Loir sont dans ce cas de figure : elles tendent à former des massifs d'apparence externe compacte. À l'intérieur, les ouvertures correspondant aux parcelles qui sont demeurées en prairies ou aux plan-

tations récentes sont arrêtées par d'autres peupleraies (photo 6).

Dans les structures bocagères, l'impact du peuplier est beaucoup plus limité : dans un paysage déjà cloisonné, la fermeture par la peupleraie reste relativement ponctuelle.

Les visions externes sur les Basses Vallées – c'est-à-dire depuis les coteaux – sont quant à elles peu nombreuses du fait du relief peu accentué des coteaux, mais aussi de l'habitat et du bocage qu'ils portent et qui constituent des obstacles visuels. Les plus importantes, celles qui découvrent les prairies ouvertes à partir du coteau nord relativement élevé et très fréquenté d'Angers, n'ont pas subi de grandes modifications : peu de peupleraies occupent ces espaces. Par contre, les reliefs qui bordent le Loir n'offrent le plus souvent qu'une vision des cimes de peupliers : ceux-ci signalent la vallée autant qu'ils en interdisent la perception, ainsi que le soulignent Bontron, Luginbühl et Cros (1993).

Quoi qu'il en soit, la peupleraie est responsable d'un changement de rythme considérable dans l'évolution du paysage : de quasiment stable à l'échelle de la vie humaine, le paysage passe à une phase de mutations, mutations qui peuvent être localement très importantes.

Au regard de l'analyse paysagère, le peuplier apparaît donc comme l'élément clé des évolutions actuelles du paysage des Basses Vallées Angevines.

Photo 5 : Prairies et peupleraies en période d'inondation (D. Terrasson).

LE PEUPLIER RÉVÉLATEUR DES ENJEUX SOCIAUX AUTOUR D'UN TERRITOIRE

Jusqu'à récemment, la zone étudiée était un territoire sans problème particulier, ou plutôt dont les problèmes particuliers ne trouvaient pas d'écho à l'extérieur. Pourtant située aux portes d'Angers, elle est restée en dehors des regards et des principaux projets des années passées ; le terme spécifique de Basses Vallées Angevines n'existait même pas jusqu'à une époque récente. En même temps que le peuplier réalise un changement radical dans la dynamique spatiale et temporelle du paysage, il cristallise les réactions fortes d'acteurs toujours plus nombreux et devient le centre d'un véritable conflit social.

L'analyse du conflit

Schématiquement, nous admettons que le conflit met en scène des "groupes" d'acteurs. La notion de groupe retenue ici émane du domaine de la sociologie et est inspirée de la définition qu'en donne Chardon (1993), par exemple. Il s'agit d'un ensemble de personnes réunies par les mêmes intérêts,

qu'elles défendent par un même discours lors d'un conflit donné.

La première étape de l'analyse est l'examen de textes qui émanent des groupes eux-mêmes ou qui sont des comptes rendus ou reportages : articles parus dans la presse régionale (une dizaine d'articles extraits de *Ouest-France* et du *Courrier de l'Ouest* pour la période 1992-93), publications spécifiques (*L'eau et la pêche*, revue de la Fédération de Pêche ; brochures éditées par la LPO), comptes rendus de réunions tenues dans le cadre du conflit. Elle permet l'identification et le recensement des groupes et des grandes lignes de leur argumentaire. Certains groupes sont uniquement émetteur d'un point de vue (défenseurs du milieu écologique) ; d'autres représentent des acteurs ayant une même activité économique ou fonction (populiculteurs, professionnels du tourisme fluvial, représentants d'administrations telles que Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), Direction départementale de l'Équipement (DDE), Direction régionale de l'Environnement (DIREN), certains élus locaux) ; d'autres encore sont réunis par la pratique d'un même usage (chasseurs, pêcheurs).

Photo 6 : Tendence à la fermeture du paysage par suite de l'augmentation de la densité des peupleraies (S. Le Floch).

La seconde phase est la réalisation d'enquêtes. Le choix des personnes à interroger se fait de deux manières. D'une part, pour chaque groupe préalablement identifié est retenue la personne le plus souvent mentionnée dans les articles et comptes rendus de réunions et qui peut donc être considérée comme représentant la position du groupe dans le conflit. D'autre part, nous avons choisi de rencontrer quelques personnes parmi les populations locales et qui ne se soient pas directement impliquées dans les débats : agriculteurs, élus locaux. Un membre de la Chambre d'Agriculture, lui-même exploitant dans les Basses Vallées, nous a aidé à choisir des agriculteurs dans différentes communes du territoire étudié ; certains sont seulement éleveurs, d'autres pratiquent également la polyculture ; un sur les cinq choisis possède des peupliers ; par ailleurs, certains ont des responsabilités communales. Des élus, maires ou membres de conseils municipaux, ont été sélectionnés en fonction de l'existence ou non de peupleraies communales ; ils sont agriculteurs ou simples résidents dans la zone (travaillant sur Angers, par exemple).

Au total, vingt personnes ont été amenées à s'exprimer au cours d'un entretien semi-directif construit autour de trois axes : leurs activités ou centres d'intérêts dans les Basses Vallées Angevines, leur position sur la question du peuplier dans la zone, la façon dont elles envisagent l'avenir de la zone en général et leurs projets propres.

Ensuite sont décrits le registre dans lequel elles s'expriment – technique, esthétique, écologique, etc. –, les thèmes abordés et les valeurs portées à tel ou tel aspect du territoire et de son fonctionnement.

Cette phase de l'analyse montre les conditions d'apparition du conflit, recense les différents argumentaires dans leur nature, leur contenu et leur utilisation, et révèle finalement les visions des différents utilisateurs – au sens large – du territoire et les réels intérêts en jeu. Cependant, plus que d'une véritable analyse des discours ou des stratégies, il s'agit d'une mise à plat des différents points de vue.

La notion de "Basses Vallées Angevines" : une création issue d'un intérêt pour l'avifaune

L'association nommée "Groupe Angevin d'Études Ornithologiques" (GAEO) est la première dans le temps à avoir posé un regard qui peut être qualifié d'externe sur le site et à en avoir proposé une lecture. Dès les années soixante, elle lance des études sur l'avifaune et met en avant l'intérêt particulier des lieux par rapport aux migrateurs. Autour de cette définition écologique très ciblée du site, elle affiche la volonté de protéger le milieu, de lutter contre tout ce qui peut le menacer. Elle a donc une attitude qui relève à la fois de la démarche scientifique et du militantisme.

Au début des années quatre-vingt, ses responsables s'opposent aux pratiques des chasseurs et montent un projet de réserve naturelle sur une partie de la zone ; le projet n'aboutit pas, mais, par cette action, les Basses Vallées Angevines sont définies. À la fin des années quatre-vingt, c'est le peuplier qui devient l'ennemi premier. Le GAEO, renforcé par son intégration à la Ligue nationale pour la Protection des Oiseaux (LPO), élabore un projet d'Opération Groupée d'Aménagement Foncier (OGAF) "Agriculture-Environnement" avec projet de zonage et de réglementation des boisements. Pour ce faire, il implique des administrations – DDAF, DDE, DIREN –, mais aussi beaucoup d'autres groupes ayant une place dans le site : chasseurs, pêcheurs, certains élus, etc. La LPO ne se contente donc pas d'être à l'initiative de projets, elle contribue aussi à sensibiliser des groupes de plus en plus nombreux.

Nées d'un regard centré sur l'avifaune, les Basses Vallées Angevines sont alors "instituées".

Cependant, la situation actuelle montre que la problématique du peuplier dépasse largement la seule présence de cette essence dans les Basses Vallées Angevines. Il s'agit d'un véritable problème de fond touchant certes à des considérations écologiques, mais surtout à des considérations sociales, économiques, voire esthétiques, et

qui pose la question du devenir de la zone dans sa totalité. En effet, l'année 1992 a vu des personnes toujours plus nombreuses, représentant des groupes sociaux divers et dont l'envergure dépasse souvent le simple périmètre étudié, se mobiliser autour de la question du peuplier. Il s'ensuit des positions des plus contrastées, qui se répondent dans un cadre désormais conflictuel. Au niveau du terrain, la menace de blocage total quant à toute plantation nouvelle pèse lourdement.

Devant une telle complexité, qui mêle les faits et les positions idéologiques, l'écologique et le socio-économique, il apparaît essentiel d'examiner la façon dont se pose le conflit, afin de démêler les différents problèmes, les intérêts en jeu.

Schématiquement, deux "pôles" s'opposent dans le conflit, selon des arguments d'ordres différents.

Un conflit posé sur fond de discours écologique

Au niveau des débats, le conflit se pose avant tout en termes écologiques pour trois raisons principales, outre le réel intérêt de la zone à ce niveau. D'abord, le rôle d'une association s'intéressant à l'étude et à la défense de l'avifaune dans la définition de la zone est primordial – nous l'avons vu. Ensuite, le fait que ce soient ses arguments qui amorcent le débat suscite des réponses sur un même registre de la part des acteurs mis en cause. Enfin, l'association a une maîtrise relativement bonne de la communication, tant pour utiliser les médias que pour dialoguer avec les administrations.

Les arguments écologiques sont présents chez tous les principaux acteurs impliqués dans le conflit, c'est-à-dire ceux cités précédemment. Ils sont repris avec plus ou moins de pertinence par des groupes autres que ceux qui les ont émis à l'origine.

À un pôle du conflit se situent tous ceux qui défendent un point de vue se réclamant de l'écologie et qui s'opposent, à ce titre, à toute idée de développement de la culture du peuplier dans les Basses Vallées Angevines : les responsables de la délégation locale de la LPO, des représentants d'admi-

nistrations telle que la DIREN et des contributions diverses, par exemple de botanistes. D'autres groupes se sont rangés de ce côté : les chasseurs et les pêcheurs, par le biais de leurs fédérations départementales.

Pour eux, la peupleraie serait un milieu pauvre sur un plan écologique. Cela concernerait la capacité d'accueil du milieu, exprimée aussi bien en termes de nombre d'espèces, et tout particulièrement d'espèces rares, que d'effectifs des populations. Ainsi, pour la LPO, la peupleraie est pauvre en oiseaux, les espèces représentées étant essentiellement "ubiquistes". Les mêmes arguments s'appliqueraient à la flore.

Outre ce premier aspect, la peupleraie, en se multipliant dans les vallées inondables et en fractionnant les prairies, entraînerait un appauvrissement général du milieu qui ne se limiterait pas aux seules plantations. Les plantations seraient un obstacle à la pose des oiseaux migrateurs, dont le caractère est essentiellement farouche ; elles menaceraient les sites de nidification d'espèces comme le râle des genêts. Mais elles seraient aussi cause de la disparition des frayères à brochet, de la diminution de certaines espèces végétales comme la fritillaire. Les symboles choisis par les groupes cités sont éloquentes. Le râle des genêts, le brochet, la fritillaire sont tous, à un moment ou à un autre de leur cycle biologique, inféodés à la prairie. Mais pas à n'importe quelle prairie : celle-ci doit être pâturée ou/et fauchée tardivement. La volonté clairement affichée est donc le maintien de l'exploitation des vallées inondables selon des techniques agricoles traditionnelles.

De plus, les pêcheurs soutiennent que le peuplier polluerait les eaux par suite de la décomposition de ses feuilles.

Enfin, une partie du discours porte sur le caractère non-indigène du peuplier sans autre considération d'espèce ou de localisation. De fait, il n'aurait pas sa place dans de telles vallées.

Ces arguments écologiques sont repris chez certains membres des DDE et DDAF, chez les professionnels du tourisme, voire chez quelques agriculteurs.

À l'autre pôle du conflit, ceux qui défendent la culture du peuplier répondent, par la voix des popuiculateurs-investisseurs externes et de quelques professionnels de la sylviculture (administrations, industries), eux-mêmes propriétaires ou non. Ils avancent des considérations d'ordre très général. Le peuplier serait un bienfaiteur de l'environnement grâce à son rôle dans la fixation des excès de nitrates ou dans la réduction de l'effet de serre (fixation de gaz carbonique). Un de leurs arguments surtout est propre au peuplier : la plantation de cette essence contribuerait à la restauration d'une phase pionnière climacique, le peuplier étant ici simplement considéré comme indigène.

L'insuffisance des références scientifiques

Les arguments écologiques, quel que soit le point de vue d'où ils sont émis, sont présentés comme des évidences scientifiques. Pourtant, il faut admettre le peu de références scientifiques explicitement mobilisées dans le conflit, et les utilisations parfois abusives qui en sont faites.

Il existe à proprement parler une seule étude du site, effectuée par la délégation angevine de la LPO (Beaudoin et Mourgaud, 1992) ; elle s'attache à estimer les populations aviaires, constituées dans le cas présent de nombreuses espèces migratrices, et compare la richesse des différents types de milieux représentés dans les Basses Vallées Angevines.

Cette étude montre de façon évidente l'intérêt écologique de la zone, qui est notamment un des principaux sites de nidification d'un oiseau classé sur la "liste rouge" des espèces menacées d'extinction en Europe et en Asie : le râle des genêts. Par contre, elle pose le problème des travaux qui sont réalisés par des "amateurs éclairés", en dehors de toute réelle validation scientifique. Des observations de qualité sont desservies par une exploitation des données qui s'écarte un peu trop de la déontologie : biais introduits par des protocoles déséquilibrés, absence de réflexion sur la signification statistique des résultats, conclusions débordant l'analyse objective

des résultats et ne retenant que ce qui va dans un certain sens...

D'autre part, quelques travaux scientifiques réalisés hors du contexte local sont mentionnés dans les débats et utilisés sans vérification de leur applicabilité à la situation locale. L'exemple le plus manifeste est celui des travaux de Trémolières et Carbiener (1977, 1978) sur l'effet de la composition des feuilles de différentes essences – dont le peuplier – sur la pollution des eaux, travaux qui étayaient la position de la Fédération de Pêche. Les auteurs étudient le cas très particulier de petites mares dans la forêt Rhénane ; leur argumentation repose sur la chute précoce – dès la fin de l'été – des feuilles de peupliers et la rapidité de leur décomposition à une période où la faune aquatique présente encore des besoins d'oxygène importants. Dans les Basses Vallées Angevines, le système hydrologique a des caractéristiques et un fonctionnement tout à fait autres : eaux circulantes, peupleraies disséminées essentiellement en retrait des cours d'eau dans un espace soumis à des inondations tardives.

Par ailleurs, certains arguments écologiques véhiculés par le conflit ne reposent sur aucune évaluation scientifique précise, telles que les considérations sur l'effet de serre. D'autres, par leur imprécision, tendent même à occulter des faits, comme l'existence de peupliers indigènes aux vallées françaises et notamment du peuplier noir ; à l'opposé, les populteurs ne font pas mention du caractère hybride des peupliers cultivés.

De fait, il existe peu d'études sur l'écosystème "peupleraie". L'essentiel des travaux disponibles examine les conséquences au niveau de l'avifaune du remplacement des forêts alluviales par des peupleraies : Wesley *et al.* (1976) ainsi que Verch (1986) aux États-Unis, Zollinger et Genoud (1979), Schmitz (1986) et Pont (1987) en Europe. D'une façon générale, ces études montrent que l'avifaune des peupleraies extensives est semblable à celle des bois feuillus, cependant tronquée par l'absence de vieux arbres. Par ailleurs, la richesse spécifique est plus faible au niveau de la parcelle, mais compa-

nable à un niveau plus global du fait de la structuration en damier des peuplements (classes d'âges variées). Enfin, la richesse décroît avec l'intensification de la culture.

Pour clarifier le débat, il manque des références à deux niveaux. D'abord, une appréciation globale de la balance écologique d'une production comme le peuplier fait défaut ; il semble que le ministère de l'Agriculture et de la Pêche soit prêt à financer prochainement un travail de type "éco-bilan". Ensuite, il manque des études intégrées du fonctionnement d'écosystèmes complexes comprenant des mosaïques de milieux, ici prairies/peupleraies/rivières. Des travaux sont en cours sur les bosquets disséminés dans l'espace agricole (Balent et Courtiade, 1992). Ils montrent que de nombreux paramètres sont à prendre en compte, et tout particulièrement la forme, la dimension et l'organisation spatiale des boisements. Sans doute faut-il également considérer qu'il y a des seuils au-delà desquels le fonctionnement d'une des composantes est gravement perturbé. L'étude de la LPO précédemment citée tendrait à le suggérer : dans un contexte de réduction de 13 % de la population totale de râles des genêts entre les inventaires de 1984 et 1991, il apparaît en effet que les effectifs ont pu se stabiliser ou même croître dans des secteurs où les peupleraies se sont multipliées (sud de Briollay), et s'effondrer dans d'autres.

Faute d'éléments suffisants, les groupes en sont réduits à présenter leurs arguments écologiques comme des considérations relevant de l'ordre du "bon sens" : d'un côté, un élément étranger qui se multiplie rapidement dans un certain milieu ne peut que tout bouleverser ; de l'autre, l'arbre est de toute façon bon pour la santé de l'environnement...

Dans le conflit autour de ce territoire, il est donc possible d'entendre à peu près tout et son contraire sur l'impact de la peupleraie, par le biais d'arguments qui mélangent également les échelles : il est question d'une espèce caractéristique des Basses Vallées Angevines, comme de l'écosystème Terre dans son entier... Finalement, il ressort que le peup-

plier est tantôt bon pour le milieu et tantôt mauvais, selon le point de vue défendu. Les arguments, non simplement opposés, sont donc bel et bien différents et, plutôt que de vouloir trancher par "vrai" ou "faux", l'important est de bien comprendre l'utilisation des arguments et, enfin, les intérêts défendus.

Par ailleurs, le conflit est loin de se limiter à des seules questions d'écologie ; il apparaît indispensable d'examiner ses autres aspects.

Les autres argumentaires du conflit

Si les défenseurs de la populture répondent à leurs opposants sur le mode écologique, ils n'en basent pas moins l'essentiel de leur discours sur des arguments économiques, soutenus en cela par des représentants de la DDAF. Ils mettent l'accent sur l'importance de la filière bois des Pays de la Loire en termes de quantité d'emplois. Pour eux, le peuplier y jouerait un grand rôle, et serait une forme forestière potentiellement des plus rentables. Dans le cas précis des Basses Vallées Angevines, il serait même une véritable chance pour l'économie locale, la seule alternative à une prairie qui n'est plus viable, en fin de compte le seul moyen de lutte contre la friche.

La DDE et les professionnels du tourisme fluvial avancent quant à eux des reproches d'ordre technique. Ainsi, les peupleraies nuiraient au bon écoulement des eaux en cas d'inondation. Les arbres tombés dans les cours d'eau, les branches d'élagage laissées au sol et emportées lors des crues, représenteraient un réel danger pour la navigation.

Enfin, il existe des arguments d'ordre esthétique. Ils figurent rarement en première revendication (certains élus et les professionnels du tourisme seulement), mais tous les acteurs en font part plus ou moins fortement à un moment ou à un autre de leur discours. Les reproches les plus fréquents concernent la fermeture du paysage dont le peuplier serait responsable, le mitage de l'espace. Est dénoncée aussi la géométrie des peupleraies, l'aspect monotone du point de vue de la navigation des plantations bordant les rives des deux côtés. La culture aurait un

caractère "sale". L'intensification et la rapidité de la rotation font que les travaux se succèdent à un rythme rapide ; de plus, les différentes peupleraies ont des âges différents. D'où un aspect de "chantier continu" dans la zone de production.

La complexité de la situation tient donc à plusieurs points. D'abord, le conflit met en jeu des arguments d'ordres différents. S'ils sont non seulement difficilement évaluables en eux-mêmes, ils sont surtout difficilement évaluables les uns par rapport aux autres. Cela est d'autant plus complexe que des arguments de genres différents se rencontrent sans qu'il soit évident de distinguer ce qui appartient en propre au groupe qui les émet et ce qui est repris à d'autres. Finalement, de véritables amalgames apparaissent. Ainsi, pour les opposants au peuplier, la fermeture et la banalisation des paysages par le peuplier ne sont que le reflet de l'appauvrissement biologique que ce dernier engendre. Pour les professionnels du tourisme fluvial, l'aspect sale de la culture dû notamment aux branches d'élague qui restent au sol est étroitement associé au danger que représentent ces mêmes branches pour la navigation...

Enfin, dans ce conflit qui a pour cadre un paysage marqué par des bouleversements socio-économiques fondamentaux, l'absence des acteurs directs du territoire peut paraître singulière. Les agriculteurs, les élus des communes, les résidents, qui sont les principaux acteurs et témoins des évolutions en cours, n'ont pas actuellement de voix décisive dans les débats autour du peuplier. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point qui est loin d'être le moindre.

Les enjeux autour du territoire des Basses Vallées Angevines

Quel que soit le fondement des arguments, ceux-ci apparaissent comme des moyens de défense au service des motivations de ceux qui les émettent. L'analyse de la façon dont sont exprimés les reproches ou espoirs à propos du peuplier permet d'appréhender les rapports des différents groupes à l'environnement dans les Basses Vallées Angevines et les rapports des groupes entre eux.

Un premier type d'enjeux se situe au niveau des luttes d'influence que mènent des groupes nouveaux. Ces groupes ont des représentations opposées du peuplier dans les Basses Vallées Angevines, et témoignent aussi de projets antagonistes et de façons différentes de concevoir la notion de "propriété" autour d'un territoire.

Le caractère relativement récent de la participation des responsables de l'association ornithologique et des populteurs a été décrit précédemment. Ces acteurs sont essentiellement externes, car le plus souvent ils n'exercent pas leur activité première dans ce milieu même et résident tout à fait ailleurs.

Pour les premiers, la culture du peuplier est un mode de production intensif appliqué à l'arbre et est donc un élément de dégradation de l'environnement ; leur référence est un milieu considéré comme naturel, la prairie permanente. S'y applique une volonté de gestion conservatrice au nom d'un patrimoine commun qui est la diversité biologique, particulièrement autour de l'avifaune.

Les seconds considèrent au contraire que le peuplier, en tant qu'objet de production, est un élément d'entretien de l'environnement ; leur référence est un milieu valorisé par un projet d'ordre économique. Ils prônent le développement d'une activité économique rentable, par juxtaposition d'initiatives individuelles et selon la liberté d'entreprise.

Ces deux groupes ont un poids croissant sur le territoire. D'une part, cela concerne l'activité populteur. Les populteurs développent un système économique qui remplace en partie le système précédent : acteurs, productions et filière économique concernés ne sont plus les mêmes pour une partie encore minoritaire mais croissante du territoire, puisqu'à l'activité d'élevage par des agriculteurs locaux se substitue partiellement la production de bois par des investisseurs externes. D'autre part, la LPO tend à accroître son influence : elle a des projets d'acquisitions foncières sur plusieurs centaines d'hectares. Mais l'appropriation du territoire ne se fait pas seulement par appropriation physique du foncier. Il existe

4. Peupleraies dans lesquelles se développe un sous-étage de végétation spontanée.

d'autres modalités, qui tendent à faire des défenseurs de la cause écologique – surtout – de nouveaux donneurs d'ordres. Dans les faits, la LPO intervient de diverses façons : outre l'OGAF dont elle a conditionné la mise en place, elle est chargée de redistribuer les aides d'une Action Communautaire pour l'Environnement (ACE). Chaque fois, elle participe largement à l'établissement des "règles du jeu", et affirme un peu plus son rôle dans le domaine du social.

Un deuxième type d'enjeux concerne les acteurs locaux, agriculteurs et résidents. Une première raison de leur "discretion" dans le débat est l'absence de volonté de la part des "arbitres" du conflit de les associer : les responsables des administrations jugent la situation suffisamment complexe et hésitent à multiplier les interlocuteurs pour le moment. Ils ont tout de même quelques représentants : membres de la Chambre d'Agriculture ou personnel de la DDAF, élus locaux. Mais, derrière ces représentants, il n'y a pas de pression forte de la part des populations.

La raison fondamentale de cette absence est à rechercher ailleurs. En effet, si les locaux ne forment pas à proprement parler de groupe(s) bien défini(s) et organisé(s) autour du problème "peuplier", c'est tout simplement qu'ils n'en éprouvent pas le besoin.

Ainsi, à travers les témoignages des quelques agriculteurs rencontrés lors de l'enquête, nous pouvons distinguer certaines préoccupations et enjeux des acteurs locaux. Il semble que ce n'est pas tant la présence du peuplier lui-même qui choque les gens que les modifications globales dans les pratiques associées au territoire en question. Lorsque la discussion aborde le sujet du peuplier, ils expriment à son encontre des reproches d'ordre fonctionnel qui sont les traditionnels reproches que le point de vue agricole oppose à toute pratique sylvicole en général. D'une part la présence des arbres serait nuisible à la qualité des productions agricoles voisines du fait de l'ombre, de la concurrence racinaire, de la chute des feuilles. D'autre part, les travaux que génère l'activité sylvicole abî-

meraient les chemins. Deux reproches sont propres aux cas du peuplier ou des Basses Vallées Angevines. Le peuplier est accusé de produire des graines qui sont toxiques pour le bétail ; les branches d'élagage laissées au sol sont emportées par les crues et jonchent ensuite les prairies, ce qui entraverait le bon exercice des activités agricoles.

Les agriculteurs témoignent par ce discours des gênes réelles que peut causer la présence de l'arbre au voisinage immédiat des cultures ; mais ils montrent aussi une certaine méconnaissance (à titre d'exemple, il est possible d'utiliser des clones mâles de peuplier, ne produisant donc pas de graines), voire leur méfiance, vis-à-vis d'une activité qui leur est étrangère, d'une pratique qui n'est pas dans leur "culture". Peut-être le sentiment de méfiance est-il encore renforcé par le fait que le peuplier symboliserait à leurs yeux les mutations actuelles de leur territoire agricole, voire sa progressive disparition...

La préoccupation première des acteurs locaux directs est le maintien de leur territoire en tant que support d'activités économiques. Ils peuvent parler longuement des difficultés de l'agriculture et de la menace d'une éventuelle extension de la friche, symbole pour les agriculteurs de régression de l'espace domestiqué et de la progression d'une nature sauvage et hostile. Dans un tel contexte, et malgré la "méfiance" témoignée, la culture du peuplier a donc aux yeux des locaux une place à tenir, à côté des activités agricoles existantes. Il en est de même pour les élus, agriculteurs ou non, qui sont souvent gestionnaires de terrains communaux dans les vallées.

Une seconde préoccupation pour les locaux, agriculteurs ou autres, est la préservation de leur territoire en tant que cadre de vie. Au cours de l'enquête, certaines personnes ont estimé que le peuplier pouvait causer la fermeture d'angles de vue du paysage importants pour elles : disparition de la vue sur un clocher, fermeture de vues depuis les coteaux habités. Par contre, certains témoignages – ce sont parfois les mêmes – reconnaissent à la peupleraie un rôle dans la diversification du paysage ouvert des prairies.

Avec les réserves relatives au caractère partiel de notre enquête, il apparaît que pour les locaux, le peuplier a un rôle, économique comme esthétique, à jouer dans les Basses Vallées Angevines, mais pas dans n'importe quelles conditions.

L'étude centrée sur le peuplier nous conduit à poser quelques questions concernant une problématique plus large de gestion du territoire, ainsi qu'à envisager les atouts et limites des domaines de recherche actuels – et notamment de l'analyse paysagère – lorsqu'il s'agit d'aborder ce type de situation.

LE BILAN DU CONFLIT : PROBLÉMATIQUE DE GESTION D'UN TERRITOIRE ET PLACE DU PAYSAGE

De nouveaux acteurs et donneurs d'ordres dans la gestion des territoires

La première conclusion porte sur la "nature" des acteurs qui participent aux débats et, partant, aux prises de décisions concernant la gestion d'un territoire donné.

Nous avons vu ici que les acteurs locaux directs des Basses Vallées Angevines sont pratiquement absents du conflit, ce dernier étant mené par des groupes s'intéressant depuis peu au territoire ; l'influence croissante des nouveaux venus s'exerce à la fois au niveau des discours et par le biais d'actions directes sur le terrain.

Ce cas, loin d'être ponctuel, reflète une certaine tendance : les décideurs et les gestionnaires sont bien différenciés ; les donneurs d'ordres sont, de plus en plus, nouveaux voire externes à la gestion directe des territoires ; les acteurs locaux demeurent essentiellement étrangers aux débats et subissent en quelque sorte les décisions. Déjà décrites à propos des zones péri-urbaines ou des sites à forte valeur patrimoniale, ce type de situation semble s'étendre désormais à des territoires ruraux de plus en plus nombreux. Luginbühl (1991), par exemple, récapitule le processus historique qui aboutit à l'appropriation d'abord symbolique, puis matérielle, de l'espace rural par la société

urbaine, sous l'impulsion de ses "élites". Les travaux de Donadieu (1993 et 1994) montrent comment ces mécanismes s'appliquent entre autres aux marais agricoles de l'Ouest.

Ne faudrait-il pas parfois « revenir au paysage des habitants, de ceux qui y vivent et l'aménagent au jour le jour » (Berlan-Darque et Kalaora, in Cloarec et Lamaison, 1989) ?

Les arguments écologiques dans le champ du social

La deuxième remarque est la présence de plus en plus marquée des arguments d'ordre écologique dans le champ social.

Ici, le rôle du discours écologique sur l'avifaune notamment ne serait-il pas aussi un prétexte pour faire émerger un débat social, voire diffuser une idéologie et redistribuer des pouvoirs ? D'une façon générale, Bertrand (1978) souligne l'invasion du domaine social par l'écologie qui impose sa vision des choses, propose une interprétation globale de la société humaine, et devient une idéologie dominante pour l'ensemble social. Mermet (1992), quant à lui, affirme qu'« il est aujourd'hui clair que c'est seulement en se lançant lui-même dans les jeux de société qui dégradent la nature que l'acteur d'environnement peut amener les autres joueurs à moins salir », et souligne que, pour ce faire, « la primauté n'en reste pas moins à l'axe du conflit » : « la fracture qu'il institue, à un moment donné, entre notre gestion effective de l'environnement et nos objectifs en la matière, [...] ouvre l'espace où la collectivité peut traiter ces questions ».

Cela n'est pas sans amener certaines questions. Nous ne reviendrons pas sur le problème du fondement scientifique des arguments, qui peut être traité de façon spécifique, encore qu'il ne faut pas oublier qu'il est extrêmement complexe d'évaluer l'impact d'un élément dans un milieu de façon globale... La question fondamentale ici concerne la légitimité d'une utilisation d'arguments qui se veulent scientifiques pour orienter des décisions relevant du politique, du social, de

l'économique. Larrère (1991) affirme que « si l'écologue en tant que citoyen peut et doit dire ce qu'il pense de la société, il ne doit pas fonder un tel discours sur une science qui exclut justement de son champ le social et le politique ».

Il faut en tout cas remarquer qu'une fois dans le champ social, l'écologie peut aboutir à créer des paradoxes. Ainsi, à propos de l'exemple traité, dans le face à face prairie/forêt (peupleraie), c'est la prairie qui est valorisée dans le regard écologique, et la forêt qui est dévalorisée. Certes, la peupleraie n'est pas une forêt comme les autres : densité faible, suppression fréquente du sous-étage... Mais, par rapport à la prairie fertilisée et pâturée, la logique voudrait que la peupleraie soit décrite comme un facteur de diversité biologique mais également de régulation vis-à-vis de pollutions préoccupantes comme celles causées par les nitrates. Le fait que l'image mentale de la peupleraie ne soit justement pas celle de la forêt, comme le suggère la présente étude, joue sans doute un grand rôle dans l'existence de ce paradoxe.

L'analyse des arguments montre malgré tout que des évolutions dans les pratiques pourraient dans une certaine mesure atténuer les aspects négatifs de l'image de la peupleraie (notamment par suppression des entreteins mécanisés...). Reste alors à redéfinir les composantes technico-économiques de ces nouvelles pratiques. Néanmoins, il apparaît tout aussi clairement que les réponses à proposer ne peuvent être uniquement d'ordre technique : les mécanismes conduisant à de telles situations conflictuelles ont d'importants déterminants sociologiques, idéologiques, voire psychologiques...

La question du paysage en tant que domaine de recherche

Le troisième et dernier point que nous voudrions aborder est la question du paysage en tant que domaine de recherche : il nous semble en effet qu'il y a là une clé d'entrée pour appréhender des problématiques d'aménagement et de gestion faisant appel à des considérations d'ordres différents, comme dans le cas des Basses Vallées

Angevines. Mais un réel problème de méthode se pose : celui de l'articulation des différents champs impliqués.

Des analyses visuelles existent, et sont maintenant bien "rodées". Les Anglo-saxons furent pionniers en la matière ; parmi les travaux récents, citons ceux de Lucas (1991). En France, l'approche est reprise notamment par les paysagistes du CEMA-GREF (Bremant, 1981 ; Fischesser, 1985). Mais un reproche qui est fait à ce genre d'approche est celui de correspondre uniquement à une "démarche d'expert", coupée des préoccupations sociales : le paysagiste, détenteur des clés pour analyser un paysage – qu'elles soient définies comme "scientifiques" ou comme "sensibles" –, dirait comment il faut le lire... Par ailleurs, dans le meilleur des cas intervient également une analyse sociologique, à un niveau qui lui est propre : le sociologue évalue le conflit. Bien des ingénieurs ou/et chercheurs confrontés au terrain ont compris, ou au moins senti, la nécessité d'une démarche complémentaire, si l'on en juge par l'existence de paysagistes qui recourent aux méthodes des sciences sociales et de sociologues qui font appel aux critères d'analyse paysagère. Dans tous les cas, ce sont alors des démarches parallèles qui sont menées, sans réelle imbrication des différentes approches. L'étude relatée ici reste bien dans ce schéma.

À la suite de chercheurs de diverses disciplines ayant poussé la réflexion plus loin, il est possible d'imaginer une démarche paysagère qui intègre l'ensemble des approches. Luginbühl (1989) propose : « Une autre lecture s'impose, qui ne s'applique pas seulement à décortiquer les formes et les couleurs, mais à les analyser dans leur rapport au social ». De son côté, Bertrand (1978) définit l'approche paysagère comme une « réalité socio-écologique », située à « l'interface entre Nature et Société » et permettant de « soulever des problèmes que des démarches plus classiques ou plus sectorielles ne permettent pas d'aborder ». De l'aspect "nature", l'analyse paysagère peut ainsi mettre en avant les composantes physiques du milieu et leur

fonctionnement ; de l'aspect "société", elle peut étudier les pratiques économiques – notamment –, mais aussi les relations sensibles, entre autres esthétiques, des hommes à l'espace et à la nature. Des allers et retours constants s'effectuent entre les divers aspects, soulignant leurs inter-relations.

Or, un problème méthodologique reste posé quant à l'articulation simultanée de ces trois champs à partir d'une lecture de terrain : le fonctionnement du milieu, les pratiques, les représentations. Il existe des approches du fonctionnement des écosystèmes associant l'analyse visuelle : c'est le cas parfois en écologie du paysage. Il existe d'autres démarches formant un pont entre la lecture du terrain et les pratiques technico-économiques : c'est par exemple celle de Deffontaines (1985), appliquée au fonctionnement des exploitations agricoles. Par contre, il manque le troisième niveau d'intégration : comment l'analyse visuelle peut-elle contribuer au repérage des acteurs et à l'identification des intérêts, représentations et arguments ?

Sautter (1991) affirme qu'il est « impossible, sauf artifice, d'intégrer au même fonctionnement pyramidal, la nature et les groupes sociaux qui occupent l'espace. » Il propose alors de « poser les problèmes de façon différente, mais les paysages restent en position centrale », et notamment de considérer les paysages « non plus comme reflet, point de départ ou d'arrivée de processus naturels ou sociaux, mais comme agent actif, partie prenante aux changements. À la fois un résultat et un facteur. »

La question du paysage en tant que domaine de recherche intégrateur est donc posée par diverses disciplines de recherche. Mais à défaut d'une méthode véritablement constituée, il semble que les tentatives réalisées sur le terrain se limitent encore le plus souvent à une juxtaposition de différentes méthodes pratiquées successivement. ■

Les auteurs tiennent à remercier G. Parfait (CEMAGREF-DICOVA) et, tout particulièrement, J.-P. Deffontaines (INRA-SAD) qui, par leurs apports à tous les niveaux d'élaboration de l'article, ont rendu possible l'existence de ce dernier.

(Article reçu le 24 janvier 1994).

Références

- Anonyme (1992). O.G.A.F. Agriculture-Environnement. *Projet des Basses Vallées Angevines*, Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Chambre d'Agriculture, Ligue pour la Protection des Oiseaux, Centre Régional de la Propriété Forestière, Association Départementale pour l'Aménagement des Structures d'Exploitations Agricoles, 72 p.
- Balent G. et Courtiade B. (1992). Modelling bird communities/landscape patterns relationships in a rural area of south-western France. *Landscape Ecology*, 6 (3), 195-211.
- Beaudoin J.-C. et Mourgaud G. (1992). OGAF, Agriculture-Environnement Basses Vallées Angevines. Définition des paramètres et objectifs environnementaux, LPO, 54 p.
- Bertrand G. (1978). Le paysage entre la Nature et la Société, Toulouse, Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest, 49, (2), 239 - 258.
- Bontron J.-C., Luginbühl Y. et Cros Z. (1991). *Méthodologie pour l'identification et la typologie des paysages*, ministère de l'Équipement (DAU)/SEGESA-STRATES/CNRS, 130 p.
- Bontron J.-C., Luginbühl Y. et Cros Z. (1993). *Étude paysagère du schéma directeur de la région angevine*, SEGESA-CNRS/STRATES.
- Bremant P. (1981). Reboisement et paysage, Nogent/Vernisson, CEMAGREF, Note Technique n° 52, 144 p.
- Chardon E. (1993). *Les conflits d'usages sur un territoire. L'exemple de Saint-Viâtre (Sologne)*, Université de Paris X-Nanterre, 728 p. (Thèse de Doctorat en Sociologie Rurale sous la direction de N. Eizner).
- Cloarec J. et Lamaison P. (dir.) (1991). *De l'agricole au paysage. Études Rurales*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 296 p.
- Deffontaines J.-P. (1985). Étude de l'activité agricole et analyse du paysage, *L'espace géographique*, 1, p. 37-47.
- Donadieu P. (1993). *Du désir de patrimoine aux territoires de projets. Paysage et gestion conservatoire des milieux humides protégés ; le cas des réserves naturelles du plateau de Versailles-Rambouillet de quelques marais de l'Ouest*, École Nationale Supérieure du Paysage, Versailles, 280 p.
- Donadieu P. (1994). Paysages de marais. De la théorie à la pratique du projet de paysage, *Paysage et Aménagement*, 26, février, p. 14-20.
- Fischesser B., Lambert H., Mounier J. (1977). *Le paysage de montagne*, Grenoble : CTGREF, Étude n° 116, 3 fascicules, 420 p.
- Fischesser B. (1985). *Propositions pour une méthodologie de la recherche en paysagisme d'aménagement*, Saint-Martin-d'Hères, CEMAGREF (Groupement de Grenoble, Division APMN), 104 p. + annexes 96 p. (Rapport de Convention SRETIE n° 85 358 -EGPN).
- Kalaora B. (1993). *Le musée vert. Radiographie du loisir en forêt*, 2^e éd., Paris, L'Harmattan, 304 p. (première édition en 1981).
- Larrère R. (1991). L'écologie, ou le geste de l'exclusion de l'homme, p. 173-196, in : Roger A., Guéry F., *Maîtres et protecteurs de la nature*, Seyssel, Champ Vallon, 330 p.
- Le Floch S. (1993). *La prairie, l'oiseau et le peuplier. Réalités et représentations du peuplier à travers l'analyse d'un conflit dans les Basses Vallées Angevines*, CEMAGREF, Nogent/Vernisson, 72 p. (Mémoire de DEA "Jardins-Paysages-Territoires", École d'Architecture de Paris-La Villette, École des Hautes Études en Sciences Sociales).
- Le Floch S., Terrasson D. (1994). *La forêt entre économie et imaginaires*, Natures - Sciences - Sociétés, 2 (2), 174-177.
- Lucas O.W.R. (1991). *The design of forest landscapes*, New York, Oxford University Press, 382 p.
- Luginbühl Y. (1989). Paysage élitare et paysages ordinaires, *Éthnologie française*, XIX, 3, 227-238.
- Luginbühl Y. (1991). Le paysage rural. La couleur de l'agricole, la saveur de l'agricole, mais que reste-t-il de l'agricole ? *Études Rurales*, janvier-décembre, 121-124, 27-44.

- Mermet L. (1992). *Stratégies pour la gestion de l'environnement. La nature comme jeu de société ?* Paris, L'Harmattan, 206 p.
- Pont B. (1987). Comparaison de l'avifaune nicheuse d'une ripisylve et de peupleraies de la moyenne vallée du Rhône (île de la Platière), *Bièvre*, 9 (1), 9-16.
- Sautter G. (1991). Paysagismes, *Études Rurales*, janvier-décembre, 121-124, 15-20.
- Schmitz L. (1986). Avifaunes nicheuse et hivernante des peupleraies de Hesbaye occidentale, *Aves*, 23 (2), 81-120.
- Terrasson D. (1992). *Évolution de la populiculture. Période de 1988 à 1992*, Commission Internationale du Peuplier, Rapport National de la France, 40 p.
- Trémolières M. et Carbiéner R. (1977). Pollution naturelle des eaux continentales par l'effet antioxygène de la genèse des phytomélanines dans les extraits aqueux des feuilles d'automne, notamment de Peupliers, *C.R. Acad. Sci. Paris*, t. 284, série D, 2561-2564.
- Trémolières M. et Carbiéner R. (1978). Mesures de l'activité antioxygène de macérats de feuilles d'automne dans des eaux de surface. Essai d'évaluation de l'impact écologique, *C.R. Acad. Sci. Paris*, t. 286, série D, 1719-1722.
- Verch R. L. (1986). Nongame breeding bird activity in an intensively cultured *Populus* plantation, *USDA Forest Service, Research Note NC-336*, 6 p.
- Violier P. (1992). *Des peupliers dans les Basses Vallées Angevines : stratégies foncières et mutations paysagères et spatiales entre 1970 et 1990*, A.U.R.A., Université d'Angers, 22 p.
- Wesley E., Perkins C. J. and Sullivan A. (1976). Preliminary observations of cottonwood plantations as wildlife habitat, *Symposium Eastern Cottonwood*, 28/9-2/10 1976, Greenville, MS, p. 460-476.
- Zollinger J.-L. et Genoud M. (1979). Étude comparée de l'avifaune de ripisylves et de populicultures aux Grangettes (Vaud), *Nos oiseaux*, 35 (2), 45-64.

ABSTRACT : Ecological and social implications about a rural landscape : poplar cultivation development in the "Basses Vallées Angevines"

At the same time the areas are increasing, poplar cultivation in France engenders several criticisms, concerning both ecology and landscape. This text is based on a study carried out in a place called "Basses Vallées Angevines", where a real conflict has emerged. Two steps have been taken during this work, which methods and results are reported in the two first parts : first, the landscape description underlines the great changes of the landscape due to the recent coming of poplar, and their visual impact ; second, an investigation has been carried out, involving the different people concerned and revealing the different kind of arguments. The third part proposes larger reflections about land planning and the role of landscape analysis.